

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 6 (1897)
Heft: 50

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Erscheint
Samstags.

Abonement:
Für die Schweiz:
Zwölf Monate . . Fr. 5.—
Sechs Monate . . Fr. 3.—
Drei Monate . . Fr. 2.—
Für das Ausland:
Zwölf Monate . . Fr. 7.50
Sechs Monate . . Fr. 4.50
Drei Monate . . Fr. 3.—
Vereins-Mitglieder erhalten das Heft gratis.

Insetrate:
20 Cts. per 1 Spal. Petit
zelle oder dem entsprechenden
entsprechenden Rabatt.
Vereins-Mitglieder
bezahlen die Hälfte.

Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins.

6. Jahrgang | 6. Année

Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Rue des Etoiles No. 21, Bâle.

Mitglieder-Aufnahmen.
Admissions.Fremdenbeauftragter
Liste de MaitreHerr J. M. Springer, Hotel Springer und
Dépendance, Wasserburg a. Bodensee 70

Souhaits de Nouvelle-Année.

Il y a six ans déjà, un certain nombre de nos sociétaires s'étaient décidés à se libérer de l'usage cérémonieux des félicitations du Jour de l'An moyennant le versement volontaire d'un montant quelquefois à l'Ecole professionnelle. Cette année également nous croyons devoir inviter nos chers Collègues à bien vouloir envoyer à la Rédaction de l'*Hôtel-Revue*^a toute somme qu'ils leur plaira d'offrir en faveur de cette pratique institution qui a ouverte cet automate son cinquième cours.

Les noms des donneurs seront publiés dans l'*Hôtel-Revue*^a et ces derniers peuvent, grâce à leur subside, se regarder comme exonérés de l'échange de cartes de félicitations à l'occasion du renouvellement de l'année.

Lausanne, le 4 décembre 1897.

Société suisse des Hôteliers,
Le Président:
J. Tschumi.

Neujahrsgratulationen.

Schon vor sechs Jahren ist in unserem Mitgliederkreis ein Anfang gemacht worden, sich durch Leistung eines freiwilligen Beitrages an die fachliche Fortbildungsschule von den ceremoniellen Neujahrsgratulationen zu entbinden. Wir laden nun unsere Herren Kollegen auch dieses Jahr ein, zu gleichem Zwecke einen beliebig grossen oder kleinen Beitrag zu Gunsten obigenannter Schule, welche diesen Herbst ihren fünften Kurs begonnen hat, an die Redaktion der *Hôtel-Revue*^a in Basel einzusenden.

Die Spender werden in der *Hôtel-Revue*^a veröfentlicht und betrachten sich diese damit von der Versendung von Neujahrsgratulationskarten entbunden.

Lausanne, den 4. Dezember 1897.

Schweizer Hotelier-Verein,
Der Präsident:
J. Tschumi.

Sommes versées jusqu'au 4 décembre:
Bis zum 4. d. eingegangene Beiträge:

Herr Berner F., Ehrenmitglied, Basel	Fr. 20
Filzi C., Hotel Drei Könige, Basel	20
Müller G., Restaurant Bad, Bahnhof, Basel	5
Otto P., Hotel Victoria, Basel	15
J. Spatz, Grand Hotel, Maienfeld	20
Wehrli G., Hotel Central, Basel	5

Du 4 au 10 déc. — Vom 4. bis 10. Dez.

Herr Bon A., Hotel Rigifirst	Fr. 15
Elskes A., Hotel Bellevue, Neuchâtel	20
Hierholzer Alb., Luzern	5
Frau Hirschli Wwe., Hot. Interlaken, Interlaken	10
Herr Morlock Henri, Hôtel de Berne, Nice	15
Oschwald M., Hotel Strela, Davos-Platz	15
Herr Zürcher A., Hotel des Balances, Luzern	10
Von ungenannt sein Wollendem	10

Summa Fr. 185

La Responsabilité civile de l'hôtelier

L'assemblée générale de la Société suisse des hôteliers a décidé, comme on le sait, d'adresser au Conseil fédéral une pétition pour lui demander la modification des articles 486 et 487 du Code des obligations concernant la responsabilité civile des hôteliers. Toute chose a deux faces; il en est de même pour la responsabilité civile, à propos de laquelle les intérêts des voyageurs sont directement opposés à ceux des hôteliers.

Dans la *Gazette des étrangers de Lausanne*, un voyageur a éprouvé le besoin de soumettre à la critique la résolution de la société des hôteliers et de faire connaître en cette occurrence le point de vue des voyageurs. Son article est trop long pour que nous puissions le reproduire *en extenso*; nous devons par conséquent nous borner à en extraire les arguments principaux et à examiner jusqu'à quel point ils sont fondés.

Le législateur dit ce correspondant, en édifiant les deux articles sur la responsabilité civile, a garanti les intérêts des voyageurs contre les hôteliers et, en cela, il a bien fait; pourquoi? Parce que chacun est libre d'empêcher la profession d'hôtelier ou pas le faire. Celui qui ne veut pas se soumettre à la responsabilité civile, n'a pas besoin de devenir maître d'hôtel. En revanche, il n'est pas toujours loisible à chacun de rester chez soi, c'est-à-dire de ne pas voyager, et celui qui voyage ne possède pas toujours, au lieu de sa destination, des parents ou des connaissances chez lesquels il puisse déposer ses effets en toute confiance. Il doit donc s'adresser aux hôtels et confier ses effets à l'hôtelier, car celui-ci est fait et payé pour cela; par conséquent, il doit être responsable de la perte qui n'est pas causée par la négligence du client ou par une circonstance de force majeure. Le législateur s'est placé à ce point de vue en inscrivant les susdits paragraphes dans le Code des obligations; ils sont empruntés au droit romain et conformes aux dispositions légales sur la matière en vigueur dans tous les pays^a.

Avant de serrer de plus près les assertions du "voyageur", nous voudrions intercaler ici les mots suivants: "Ne deviens pas hôtelier, si tu ne veux pas te plier à la responsabilité civile!" Cette devise prouve à quel point est exclusive l'opinion du correspondant.

"Ne sois pas menuier pour ne pas être blanc"; ne sois pas ramoneur pour ne pas être noir". Ces paroles se justifient; en effet, dans les deux cas, l'exercice de la profession comporte des désagréments. Mais, pour les maîtres d'hôtel, il en va un peu différemment. Ce qu'ils se proposent, ce n'est pas d'échapper à la responsabilité civile, mais d'obtenir un tempérament et surtout une rédaction claire, précise des prescriptions existantes, pour qu'elles ne soient plus laissées à l'arbitraire du juge.

En disant que les paragraphes sur la responsabilité civile sont empruntés au droit romain, le correspondant indique la principale raison pour laquelle ils ne cadrent plus avec les notions juridiques actuelles et ne répondent plus aujourd'hui au développement des communications. Le correspondant est dans l'erreur lorsqu'il écrit que ces prescriptions sont conformes à celles de tous les autres pays. En effet, les hôteliers, en réclamant sur ce point l'exemple de leurs collègues d'autres Etats. En France, l'initiative prise en 1889 par la Chambre syndicale des propriétaires d'hôtels a réussi à modifier l'ancien droit romain et à limiter légalement à la somme de 1000 francs la responsabilité civile pour l'argent, les titres et les objets précieux qui n'ont pas été commis directement à leur garde.

En Belgique, l'Union des maîtres d'hôtels a également obtenu l'an dernier que la loi sur la responsabilité civile fut modifiée comme en France. Le nouveau code civil de l'Empire allemand, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1900, renferme dans les §§ 701-704 les dispositions suivantes: "L'hôtelier n'est responsable de l'argent, des titres et des objets précieux que jusqu'à concurrence de 1000 marcs, soit qu'il ait accepté la garde de ces objets en ayant connaissance de leur valeur respective, soit qu'il l'ait refusée, ou que le dommage ait été causé par sa faute ou par celle de son personnel".

Le correspondant parle ensuite de la non-responsabilité des compagnies de chemins de fer vis-à-vis des voyageurs et il émet l'opinion que la prétention formulée dans l'assemblée de la Société des hôteliers n'est pas justifiée. En effet, il existe une responsabilité pour les che-

mins de fer, mais seulement pour les objets dont on leur a confié l'expédition ou la garde, et non pour les bagages à main que le voyageur porte avec lui dans les voitures sous sa surveillance directe.

Nous pouvons répondre au "correspondant" que c'est précisément dans ce sens que la demande a été formulée. On a voulu dire par là que le voyageur, au cours d'un trajet qui dure souvent plusieurs jours, se trouve vis-à-vis de la compagnie de chemins de fer dans les mêmes conditions que l'hôte vis-à-vis du maître d'hôtel.

Le correspondant peut être dans le vrai en disant que c'est la faute du voyageur, qui se promène pendant un arrêt à une station quelconque, si on lui dérobe à ce moment la valise qu'il a laissée dans le wagon. En revanche, il est absolument injuste de soutenir, si le vol a eu lieu, par exemple, dans un train de nuit et pendant son sommeil, qu'il n'aurait pas dû dormir, mais surveiller son bagage.

Quant à ce qui concerne spécialement les rapports entre les hôteliers et leurs clients, il va sans dire que l'atténuation de la responsabilité est désirée seulement là où il n'y a pas faute directe du maître d'hôtel et de son personnel. Celui-là demeurera toujours responsable de ses gens. Toutefois le voyageur ne profitera pas d'un vol commis à son dérangement, dans le but de réclamer une indemnité pour des objets qu'il ne possède peut-être pas ou qu'il n'avait tout au moins pas apportés dans l'hôtel. Ici encore, il est convenable de limiter la responsabilité.

Le nouveau Code civil allemand s'exprime en ces termes sur la question de savoir ce qu'il faut entendre par *objets apportés*:

"Les objets apportés sont ceux que l'hôte a livrés aux maîtres d'hôtel ou aux gens de ces derniers, préposés pour les recevoir, ou suivant le cas, considérés comme préposés à cet effet, ou bien ceux qui sont apportés dans un lieu désigné dans le but par ces derniers ou, à défaut de cette désignation, affecté à ce service."

La *Gastwirtzeitung* de Berlin, qui traite de la responsabilité dans son numéro du 27 novembre, fait observer à propos de cet article:

"Et d'abord il ne suffit pas, pour établir la responsabilité de l'hôtelier, que les objets apportés ou détériorés de l'hôte se soient réellement trouvés dans les locaux; il doivent plutôt, au regard de la loi, avoir été apportés, en ce sens que leur présence sera parvenue à la connaissance de l'hôtelier ou de ses gens, qui auront pu ainsi prendre les mesures nécessaires de surveillance. Parmi les objets apportés ne figurent donc pas ceux qu'il a introduits subrepticement, pas plus que ceux qu'il porte sur lui, sur son corps, dans sa poche, qui ne livre pas à l'hôtelier et qu'il ne dépose nulle part. Par contre, si le voyageur laisse tomber l'anneau qu'il avait au doigt et qu'il perd le portemanteau qui se trouvait dans sa poche, il n'a aucun droit à ce que les faire payer par l'hôtelier, même dans le cas où il saurait que ces objets lui ont été volés par un des employés de l'hôtel."

Le correspondant de la *Gazette des étrangers* ajoute que le voyageur qui laisse ouvertelement des objets de valeur dans sa chambre et devient la victime d'un larcin, ne commet aucune faute aux yeux de la loi et que l'hôtelier peut être rendu responsable.

Il croit cependant que, si la responsabilité est, en conformité de la loi, limitée à 1000 francs, il ne restera au voyageur d'autre ressource que de faire taxer ses effets, à son arrivée, à la frontière, et d'expédier chez lui ce qui excède la valeur de 1000 francs. Il craint que les conséquences de ce changement aux dispositions de la Loi ne deviennent fatales aux hôteliers. En effet, les touristes préfèrent now plus choisir la Suisse comme but de leur voyage; la perte en retombera sur les hôteliers qui n'auront aucun droit de se plaindre, puisqu'ils l'ont voulu ainsi.

Cette conclusion nous paraît trop tirée par les cheveux pour que nous puissions la prendre au sérieux. Si les hôteliers suisses obtiennent du législateur ce que possèdent leurs collègues de France, de Belgique et d'Allemagne, il s'estimeront contents. Une responsabilité limitée pour les objets de valeur; des dispositions claires, intelligibles pour les cas qui engagent la responsabilité complète; il ne sera rien obtenu ni demandé de plus.

On ne peut méconnaître que, partout où s'discutent et se poursuivent les intérêts des hôteliers, on se heurte à une certaine manie de dénigrement, provoquée par les opinions erronées qu'il se font jour contre l'industrie des hôtels aussi bien dans le public qu'aujourd'hui des autorités. Les entreprises de transport; chemins de fer, bateaux, sociétés d'assurances et autres institutions analogues, ont leurs règlements qui font loi pour le public. Elles disent simplement: la chose coûte tant et tant; nous assumons la garantie dans telle et telle mesure, mais vous paieriez pour cela. Suffit!

Que dirait le correspondant du *Journal des Étrangers* de Lausanne, si les hôteliers voulaient obliger leurs clients de payer une somme d'un franc par tête et de contribuer ainsi à couvrir le risque. Cette prétention ne serait pas injustifiée, car, dans le canton de Vaud précisément, les hôteliers ont passablement à souffrir du système du bon marché qui prend une extension toujours croissante par suite de la baisse des prix.

Pour la modeste pension de 4 à 5 francs par jour que paie le client, l'hôtelier doit assumer aussi la garantie illimitée de quelques milliers de francs portant sur des effets et des objets de valeur et il devrait encore en exprimer sa gratitude "Ne sois pas hôtelier, si tu ne veux pas te soumettre à la responsabilité civile", dit le correspondant de la *Gazette des Étrangers* de Lausanne. Nous pouvons lui donner l'assurance qu'ils sont nombreux ceux qui souhaiteraient ne l'avoir jamais été.

DU RABAIS ACCORDÉ AUX SOCIÉTÉS

DISCOURS

temporel
dans l'Assemblée générale de la Société internationale
des Hôteliers à Hambourg

par Monsieur Herfs, Hôtelier à M.-Gladbach.

Messieurs!

Je suis chargé de vous entretenir du septième objet à l'ordre du jour; avant tout je vous déclare que, pour ce qui me concerne, je m'oppose formellement à tout ce qui se nomme rabais, qu'il soit grand ou petit, et que je le condamne sans merci.

L'habitude d'accorder un pourcentage à des sociétés, ou à ces sol-sistant bureaux de voyages, qui, avec une vitalité de champignon, sont épouvantable partout, est une habitude méprisable et l'un des plus grands ennemis de notre métier. Non seulement elle nuit à tout le corps, en même temps qu'à quelques membres; mais elle nous abaisse dans l'estime de nos concitoyens qui démontent logis et hospitalité dans nos hôpitaux.

Messieurs! La question que je traite ici, celle de savoir s'il est permis, oui ou non, d'accorder un rabais, est une des plus delicates qui puissent nous occuper, j'en suis sûr. Je sais que, dans cette question, les opinions diffèrent et que la liberté de l'action individuelle, le souci des intérêts privés jouent ici le plus grand rôle. Tout en me rendant compte de cela, je reconnais aussi la difficulté de résoudre le problème et je prie mes honorables collègues de s'exprimer sans prévention.

A l'assemblée générale à Wurzburg, en 1891, j'abordai pour la première fois ce sujet. J'avais découvert alors à Dusseldorf une maison qui, moyennant un dédommagement de 10 marcs par an, faisait connaître à ses pratiques les "hôtels participants"; ces clients avaient droit à 10% de rabais.

Elle ne donnait aucune garantie pour ces 10 marcs, elle se chargeait de publier le livre, voilà tout. Malgré cela et bien que les entrepreneurs fussent inconnus à Dusseldorf, comme je l'appris à Wurzburg, 47 hôtels, pour la plupart de premier rang et appartenant à notre société, avaient donné dans le piège; il ne fut pas difficile aux entrepreneurs d'entrainer les hôtels de second ordre, nos autres collègues ne faisant pas partie de la société. La maison